



### *Cellule d'analyse européenne*

**Recommandation de RECOMMANDATION DU CONSEIL**  
**relative aux grandes orientations des politiques économiques des États membres et de**  
**l'Union/ Partie I des lignes directrices intégrées «Europe 2020»**  
SEC (2010) 488 [introduite par la Commission européenne le 27 avril 2010]

**Proposition de DECISION DU CONSEIL**  
**relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres/**  
**Partie II des lignes directrices intégrées «Europe 2020»**  
COM (2010) 193 [introduite par la Commission européenne le 27 avril 2010]

---

### **Fondement**

Le Traité de Lisbonne contient des dispositions sur les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de l'Union<sup>1</sup> ainsi que sur les lignes directrices pour l'emploi des États membres.<sup>2</sup>

Les grandes orientations des politiques économiques et les lignes directrices pour l'emploi sont présentées dans deux instruments juridiques distincts (recommandation du Conseil/ Partie I; décision du Conseil/ Partie II). Ensemble, elles forment les *lignes directrices intégrées* pour la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 (voir précédente fiche de synthèse «Europe 2020»).

### **Portée**

Les «lignes directrices intégrées «Europe 2020» constituent le cadre de la stratégie Europe 2020 et des réformes au niveau des États membres.

Sur base des lignes directrices intégrées, les États membres établiront des programmes nationaux de réforme dans lesquels ils exposeront de manière détaillée les actions qu'ils entreprendront dans le cadre de la nouvelle stratégie, en mettant tout particulièrement l'accent sur les efforts nécessaires pour réaliser les objectifs nationaux, ainsi que sur les mesures destinées à lever les freins à une croissance durable au niveau national.

### **Synthèse**

Les 10 «lignes directrices intégrées «Europe 2020» sont les suivantes.

1. Garantir la qualité et la viabilité des finances publiques.

*Les États membres devraient mettre en œuvre les stratégies d'assainissement budgétaire définies au titre du Pacte de stabilité et de croissance, en vue notamment de parvenir à un assainissement structurel dépassant le seuil de référence de 0,5 % du produit intérieur brut (PIB) par an.*

---

<sup>1</sup> article 121.2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

<sup>2</sup> article 148 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

2. Résorber les déséquilibres macroéconomiques.

*Les États membres sont encouragés à favoriser un environnement propice aux systèmes de négociation salariale et à l'évolution des coûts du travail, qui soit cohérent avec la stabilité des prix, l'évolution de la productivité et la nécessité de réduire les déséquilibres extérieurs.*

3. Réduire les déséquilibres dans la zone euro.

*Les États membres appartenant à la zone euro dont la balance courante affiche un excédent important devraient s'attaquer aux déséquilibres macroéconomiques, en veillant à éviter les dettes privées excessives, les divergences en matière d'inflation, et à lever les obstacles à la demande intérieure privée. En outre, un suivi régulier devrait avoir lieu au sein de l'Eurogroupe.*

4. Optimiser le soutien à l'innovation, à la recherche et au développement (R&D), renforcer le triangle de la connaissance et libérer le potentiel de l'économie numérique.

*Les États membres devraient réviser leurs systèmes nationaux (et régionaux) de R&D et d'innovation, en garantissant des investissements publics suffisants et efficaces et en faisant en sorte qu'ils contribuent à augmenter la croissance et à relever les grands défis de la société (énergie, utilisation efficace des ressources, changement climatique, cohésion sociale, vieillissement, santé et sécurité, par exemple).*

5. Favoriser une utilisation plus efficace des ressources et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

*Pour réduire ces émissions, les États membres devraient exploiter au maximum les instruments fondés sur le marché, notamment la fiscalité, afin de soutenir une croissance et des emplois «verts», d'inciter à l'utilisation des énergies renouvelables et des technologies propres et résistantes au changement climatique, et de favoriser les économies d'énergie et l'éco-innovation.*

6. Améliorer l'environnement des entreprises et des consommateurs et moderniser la base industrielle.

*Quelques pistes: poursuivre la modernisation des administrations publiques (réduction des charges administratives, services en ligne), supprimer les barrières fiscales, soutenir les PME («Think Small First»), assurer la stabilité et l'intégration des marchés de services financiers, faciliter l'accès au financement, stimuler l'innovation et l'esprit d'entreprise, simplifier les droits de propriété intellectuelle...*

7. Accroître la participation au marché du travail et diminuer le chômage structurel.

*Quelques pistes: contrats de travail flexibles et fiables, politiques actives du marché du travail, système efficace d'éducation et de formation tout au long de la vie, mesures de soutien à la mobilité professionnelle, lutte contre la segmentation du marché du travail...*

8. Développer une main-d'oeuvre qualifiée en mesure de répondre aux besoins du marché du travail, promouvoir des emplois de qualité et l'éducation et la formation tout au long de la vie.

*Quelques pistes: mesures d'incitation efficaces pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, possibilités de deuxième chance, concentration des efforts notamment sur le soutien des travailleurs faiblement qualifiés, amélioration de l'employabilité des travailleurs âgés...*

9. Rendre les systèmes d'éducation et de formation plus performants à tous les niveaux et augmenter la participation à l'enseignement supérieur.

*Les États membres devraient investir de manière efficace dans les systèmes d'éducation et de formation, notamment en vue de relever le niveau de compétences de la main-d'oeuvre de l'UE, qui serait alors plus à même de répondre à l'évolution rapide des besoins modernes du travail.*

10. Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté.

*Les États membres devraient accentuer la lutte contre les discriminations, pleinement utiliser les ressources du Fonds social européen, favoriser l'accès aux services publics et à des services abordables, durables et de qualité (y compris les services en ligne, conformément à la ligne directrice n° 4). L'élargissement de l'accès aux soins de santé entre également dans ces priorités.*

### **En savoir plus**

Consultez les lignes directrices des politiques économiques (Partie I, lignes directrices 1 à 6) et de l'emploi (Partie II, lignes directrices 7 à 10) via les liens ci-dessous:

- <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st09/st09231.fr10.pdf>
- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0193:FIN:FR:PDF>

\* \*  
\*

**Rédaction: Laurent Pottier - 11.10.2010**

## Europese analysecel

**Aanbeveling voor een AANBEVELING VAN DE RAAD**  
**betreffende de globale richtsnoeren voor het economisch beleid van de lidstaten en de Unie -**  
**Deel I van de geïntegreerde richtsnoeren van Europa 2020**  
SEC (2010) 488 [ingediend door de Europese Commissie op 27 april 2010]

**Voorstel voor een BESLUIT VAN DE RAAD**  
**betreffende de richtsnoeren voor het werkgelegenheidsbeleid van de lidstaten - Deel II van**  
**de geïntegreerde richtsnoeren van Europa 2020**  
COM (2010) 193 [ingediend door de Europese Commissie op 27 april 2010]

---

### Overzicht

Het Verdrag van Lissabon bevat bepalingen over de globale richtsnoeren voor het economisch beleid van de lidstaten en de Unie<sup>3</sup> alsook de richtsnoeren voor het werkgelegenheidsbeleid van de lidstaten<sup>4</sup>.

De globale richtsnoeren voor het economisch beleid en deze voor het werkgelegenheidsbeleid worden in twee afzonderlijke rechtsinstrumenten gepresenteerd (resp. een aanbeveling van de Raad - Deel I en een besluit van de Raad - Deel II). Deze rechtsinstrumenten vormen samen de *geïntegreerde richtsnoeren* voor de tenuitvoerlegging van de Europa 2020-strategie (zie voorgaande synthesefiche «Europa 2020» daarover).

### Draagwijdte

De geïntegreerde richtsnoeren van Europa 2020 vormen het kader voor de Europa 2020-strategie en de hervormingen op het niveau van de lidstaten.

Op grond van de richtsnoeren stellen de lidstaten nationale hervormingsprogramma's op waarin zij beschrijven welke maatregelen zij in het kader van de nieuwe strategie zullen nemen. De inspanningen zullen vooral gericht zijn op het halen van de nationale streefcijfers en op maatregelen om de knelpunten te verhelpen die duurzame groei op nationaal niveau belemmeren.

### Synthese

De 10 geïntegreerde richtsnoeren «Europa 2020» zijn de volgende:

1. De kwaliteit en houdbaarheid van de overheidsfinanciën waarborgen

*De lidstaten dienen uitvoering te geven aan de in het groei- en stabiliteitspact opgenomen strategieën voor begrotingsconsolidatie, om met name tot een structurele consolidering te komen die aanzienlijk verder gaat dan het criterium van 0,5% van het bruto binnenlands product (BBP) per jaar.*

---

<sup>3</sup> artikel 121.2 van het Verdrag betreffende de werking van de EU

<sup>4</sup> artikel 148 van het Verdrag betreffende de werking van de EU

## 2. De macro-economische onevenwichtigheden verhelpen

*De lidstaten dienen de juiste randvoorwaarden voor loononderhandelingen te bevorderen, alsmede een ontwikkeling van de arbeidskosten die in overeenstemming is met prijsstabiliteit, productiviteitstrends en de vereiste beperking van externe onevenwichtigheden.*

## 3. De onevenwichtigheden in de Eurozone beperken

*Lidstaten in de Eurozone met grote overschotten op hun lopende rekening dienen macro-economische onevenwichtigheden aan te pakken door inflatieverschillen en buitensporig hoge particuliere schulden tegen te houden, alsook structurele belemmeringen voor de particuliere binnenlandse vraag weg te nemen. Regelmatige evaluaties zouden binnen de Eurogroep gebeuren.*

## 4. De steun voor innovatie, onderzoek en ontwikkeling (O&O) optimaliseren, de kennisdriehoek intensiveren en het potentieel van de digitale economie benutten

*De lidstaten dienen hun nationale (en regionale) stelsels voor O&O en innovatie te hervormen om ervoor te zorgen dat de publieke middelen adequaat en doeltreffend worden geïnvesteerd en worden gebruikt om de groei te bevorderen en het hoofd te bieden aan grote maatschappelijke uitdagingen (zoals bv. energie, efficiënt gebruik van hulpbronnen, klimaatverandering, sociale cohesie, vergrijzing, volksgezondheid en veiligheid).*

## 5. Zuiniger omgaan met hulpbronnen en de uitstoot van broeikasgassen beperken

*Om de uitstoot te verminderen dienen de lidstaten op grote schaal gebruik te maken van marktinstrumenten, zoals belasting, teneinde groene groei en werkgelegenheid te steunen, het gebruik van hernieuwbare energie en schone, klimaatneutrale technologie te stimuleren, en energiebesparing en eco-innovatie te bevorderen.*

## 6. Het ondernemings- en consumentenklimaat verbeteren en de industriële basis moderniseren

*Pistes daarvoor zijn: het overheidsapparaat verder moderniseren (on-line diensten, verlichting van de administratieve lasten), fiscale belemmeringen wegnemen, KMO's ondersteunen ("think small first"-principe), zorgen voor stabiele en geïntegreerde markten voor financiële diensten, toegang tot financiering vergemakkelijken, innovatie en ondernemerschap aanmoedigen, intellectuele eigendomsrechten eenvoudiger maken...*

## 7. De arbeidsmarktparticipatie opvoeren en de structurele werkloosheid terugdringen

*Door onder andere: een combinatie van flexibele en betrouwbare arbeidsovereenkomsten, een actief arbeidsmarktbeleid, een effectief systeem voor levenslang leren, beleid ter bevordering van arbeidsmobiliteit, bestrijding van de arbeidsmarktsegmentering...*

## 8. Een geschoolde beroepsbevolking ontwikkelen die in de behoeften van de arbeidsmarkt voorziet, arbeidsvoorwaarden verbeteren en levenslang leren bevorderen

*Door onder andere: prikkels om levenslang te leren en tweedekansonderwijs te volgen, laagopgeleiden te ondersteunen en de inzetbaarheid van oudere werknemers te vergroten...*

9. De prestaties van de onderwijs- en opleidingsstelsels op alle niveaus verbeteren en de deelname aan tertiair onderwijs vergroten

*De lidstaten dienen doeltreffend in onderwijs- en opleidingsstelsels te investeren. Dit dient met name de vaardigheden van de beroepsbevolking van de EU ten goede te komen, zodat zij kan inspelen op de snel veranderende behoeften van de moderne arbeidsmarkt.*

10. De sociale integratie bevorderen en de armoede bestrijden

*De lidstaten dienen doeltreffende antidiscriminatiemaatregelen te treffen. Zij dienen ook volop van het Europees Sociaal Fonds gebruik te maken. Ook dient er te worden gestreefd naar meer toegang tot betaalbare, duurzame en hoogwaardige diensten en overheidsdiensten (waaronder online-diensten, conform richtsnoer 4). Een betere toegang tot gezondheidszorg hoort bij deze prioriteiten.*

### **Nadere informatie**

*Raadpleeg de richtsnoeren voor het economisch beleid (Deel I, richtsnoeren 1 tot 6) en voor het werkgelegenheidsbeleid (Deel II, richtsnoeren 7 tot 10) via hiernavolgende links:*

- <http://register.consilium.europa.eu/pdf/nl/10/st09/st09231.nl10.pdf>
- <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0193:FIN:NL:PDF>

\* \*  
\*

**Redactie: Laurent Pottier - 11.10.2010**